



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 12 OCT. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH

ARRÊTÉ

mettant en demeure la société MAUSER FRANCE, 82 rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST de mettre en conformité sa gestion des eaux pluviales

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1967 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société MAUSER FRANCE dans son établissement situé 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 actualisant les prescriptions régissant l'exploitation de la société MAUSER FRANCE situé 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société MAUSER FRANCE pour son établissement de SAINT-PRIEST

VU le rapport du 7 septembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 septembre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société MAUSER France est tenue de :

- communiquer à l'inspection une étude technico-économique des différentes solutions pour mettre en conformité la gestion des eaux pluviales du site avec le guide de la doctrine du SAGE de l'Est lyonnais ;
- de réaliser des campagnes de mesures pour la gestion des eaux polluées industrielles,
- de mettre en place les outils pour réaliser les campagnes journalières dans un délai de 3 mois, puis de transmettre mensuellement les résultats à l'Inspection sur GIDAF ;

CONSIDÉRANT, donc que la société MAUSER FRANCE ne respecte pas, pour son établissement de SAINT-PRIEST, les dispositions prévues par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 susvisé et celles des articles 8, 9, 10 et 13 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L-171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La société MAUSER FRANCE, 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST, est mise en demeure dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de communiquer une étude de la gestion des eaux pluviales,
- de se mettre en conformité pour la campagne initiale des eaux industrielles,
- de se doter d'un appareil de mesure pour réaliser les campagnes journalières des eaux industrielles.

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

classées.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

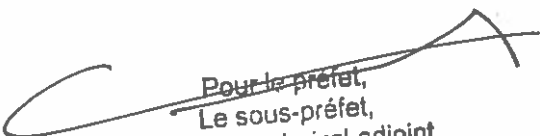
ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PIEST,
- à l'exploitant.

Lyon, le **12 OCT. 2018**

Le Préfet,


Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÉS

